

SCAMBIO DI INFORMAZIONI TRA IL CONSIGLIO DI STATO ITALIANO E LA SALA TERCERA DEL TRIBUNALE SUPREMO SPAGNOLO IN MATERIA DI EMERGENZA SANITARIA

Richiesta pervenuta dalla Sala Tercera del Tribunale Supremo spagnolo in data 25 marzo 2020

El Consiglio di Stato ha dictado alguna resolución urgente como consecuencia del coronavirus ? Me refiero a pronunciamientos “en tant que juge de référés” es decir adoptando alguna medida cautelar o provisional dirigida a las autoridades públicas en el contexto de esta crisis sanitaria?

Muchas gracias

Risposta del Consiglio di Stato del 25 marzo

Enviamos, según lo acordado, las respuestas que hemos proporcionado al Consejo de Estado francés sobre el mismo tema.

1. Le Consiglio di Stato a t-il été saisi de requêtes contre les mesures de confinement décidées par les autorités exécutives ? Dans quel sens ces requêtes ont-elles été tranchées ?

Le Conseil d'État, pour l'instant, n'a pas été encore saisi de recours juridictionnels contre les mesures de confinement décidées par les autorités.

En général, le système italien prévoit que la compétence de première instance soit attribuée aux tribunaux administratifs régionaux pour tous les actes administratifs. Le caractère d'urgence des mesures gouvernementales n'affecte pas cette règle générale.

Plutôt, selon qu'il s'agit d'actes généraux de l'État ou d'actes d'application ou généraux des Régions, la compétence territoriale change en première instance. Pour les premiers, le Tribunal administratif de Rome est compétent, pour les actes d'application et pour les actes généraux des Régions, le Tribunal administratif de chaque Région est compétent.

Bien évidemment, une possibilité d'appel devant le Conseil d'État est prévue contre les ordonnances et les jugements des tribunaux. Etant donné que très peu de temps s'est écoulé, aucun appel n'a encore été reçu à ce jour.

2. Le Conseil d'État, dans ses fonctions consultatives, a t-il rendu des avis sur les mesures prises par le Gouvernement pour faire face à la pandémie du Covid-19 ? Quel est le sens de ces avis ?

Le Conseil d'État, dans ses fonctions consultatives, n'a pas rendu d'avis sur les mesures d'urgence prises par le Gouvernement.

3. Comment le Conseils d'État a-t-il adapté son organisation et son fonctionnement internes à l'état d'urgence ?

J'ai bien trouvé sur votre site Internet la lettre du 19 mars de M. (...). Mais je n'en ai pas compris toutes les subtilités. En particulier j'aimerais comprendre les *giudizi cautelari* évoquées au point 4.

Les mesures adoptées pour faire face à l'urgence concernent deux aspects : l'un relatif au personnel et aux services administratifs et l'autre relatif au procès administratif.

Du point de vue organisationnel, le Conseil d'État et les tribunaux administratifs régionaux ont largement autorisé le *smart working* (télétravail), fermé les bureaux au public et renforcé les services d'information télématique.

Sur le plan procédural, en application de la législation d'urgence (décret-loi n. 11/2020 et décret - loi n. 18/2020), les audiences publiques ont été suspendues jusqu'au 15 avril. Par dérogation au régime ordinaire, à partir de la date susmentionnée jusqu'au 30 juin, les affaires seront traitées exclusivement par écrit sur la base des documents déposés par voie électronique par les avocats. En conséquence, la discussion orale a été pour cette période, supprimée. Les magistrats, qui composent le Collège décisionnel, ont été autorisés à utiliser des outils de connexion à distance (vidéoconférence) lorsqu'ils ne peuvent pas rejoindre leur siège de service en raison des mesures de confinement.

La suspension ne concerne pas les procédures d'urgence, qui continuent d'être traitées sans interruption.

Pour simplifier les mesures conservatoires pendant la période d'urgence sanitaire, deux modifications ont été adoptées :

1. la discussion orale a été supprimée ;
2. jusqu'au 15 avril la décision a été envisagée sous une forme monocratique, généralisant l'application d'une procédure déjà prévue, en cas d'extrême urgence, par le code du procès administratif (article 56) cette disposition prévoit une phase monocratique, puis successivement une phase collégiale subséquente et obligatoire, (reportée après le 15 avril).

La loi détaille également une série de dispositions pour coordonner les délais et les méthodes de connexion entre la phase monocratique et celle collégiale de référés. Le Président du Conseil d'Etat, M. (...) a adopté à cet égard la lettre du 19 mars dont vous parlez afin de donner les directives à tous les Président de Section du Conseil d'État et à tous les Présidents de Tribunaux administratifs afin de sauvegarder l'uniformité des décisions d'un point de vue procédural.

Ulteriore comunicazione del Consiglio di Stato italiano in data 25 marzo

Le Tribunal administratif de Naples est le seul qui a été saisi de recours juridictionnels contre les mesures de confinement décidées par les autorités.

Les requêtes concernent l'ordonnance n. 15/2020 de la région de Campanie qui a dicté, pour ce territoire, des mesures supplémentaires plus strictes par rapport aux règles générales adoptées par l'Etat (décret - loi 6/2020), valables pour tout le territoire national.

En particulier, en cas de violation de l'interdiction de déplacement, d'invalidité ou d'insuffisance de motifs pour lesquels une personne quitte son domicile, l'ordonnance régionale prévoit au-delà de la sanction pécuniaire, déjà prévue par le décret - loi de l'État, également le confinement pendant deux semaines comme mesure de précaution.

Jusqu'à présent, trois requêtes ont été enregistrées :

1. la première concerne directement l'ordonnance n. 15/2020. Le référé a été rejeté par un décret monocratique sur la base d'évaluations relatives à l'importance des intérêts en cause. La phase collégiale subséquente et obligatoire n'a pas encore eu lieu ;

2. la deuxième concerne une mesure d'application. La police locale a ordonné le confinement d'un sujet qui était sorti acheter des cigarettes. Dans ce cas, le Tribunal a retenu la raison du déplacement justifiée compte tenu qu' en Italie les buralistes sont ouverts et que le requérant s'est rendu chez le buraliste le plus proche (moins de deux cent mètres du domicile). Néanmoins, le juge n'a pas suspendu la quarantaine, se limitant à autoriser les déplacements pour des raisons professionnelles ;

3. la troisième concerne un journaliste qui a déclaré, dans un magazine en ligne, qu'il avait parcouru Naples pour admirer la beauté de la ville, en manifestant son désaccord sur les dispositions restrictives adoptées par les autorités. Hier, le Tribunal a rejeté la requête de référé déposée par le journaliste contre la mesure de confinement ordonnée par l'administration.

Dans tous les cas, la décision a été adoptée sous une forme monocratique, dont nous vous avons déjà parlé, et la phase d'évaluation collégiale subséquente et obligatoire n'a pas encore eu lieu

Richiesta del Consiglio di Stato in data 25 marzo

Nos encantaría también conocer las medidas que adoptaron Ustedes.
Hemos dedicado una sección de nuestra pagina web al dialogo actual entre las Altas Cortes europeas.
Un ejemplo excelente de cooperación europea en un momento dificilísimo para todos.
Cordialmente

Risposta della Sala Terceira del Tribunale Supremo in data 26 marzo

Nos parece una magnifica iniciativa

Esta tarde enviaremos sistematizada las medidas adoptadas, relacionadas con la actividad judicial en España.

Comunicazione della Sala Terceira del Tribunale Supremo del 26 marzo

Lo cierto es que la crisis que estamos viviendo como consecuencia de la irrupción del covid 19 ha generado una actividad normativa muy abundante.

A estos efectos, sistematizo los aspectos que considero más relevantes y que distribuyo del siguiente modo:

I) Normativa general

II) Instrucciones adoptadas por el Consejo General del Poder Judicial

III) Resoluciones adoptadas por la Sala Tercera del Tribunal Supremo

I) Normativa general

1. Debemos partir del artículo 116 de nuestra Constitución de 1978

Artículo 116 Constitución

1. Una ley orgánica regulará los estados de alarma, de excepción y de sitio, y las competencias y limitaciones correspondientes.

2. El estado de alarma será declarado por el Gobierno mediante decreto acordado en Consejo de Ministros por un plazo máximo de quince días, dando cuenta al Congreso de los Diputados, reunido inmediatamente al efecto y sin cuya autorización no podrá ser prorrogado dicho plazo. El decreto determinará el ámbito territorial a que se extienden los efectos de la declaración.

3. El estado de excepción será declarado por el Gobierno mediante decreto acordado en Consejo de Ministros, previa autorización del Congreso de los Diputados. La autorización y proclamación del estado de excepción deberá determinar expresamente los efectos del mismo, el ámbito territorial a que se extiende y su duración, que no podrá exceder de treinta días, prorrogables por otro plazo igual, con los mismos requisitos.

4. El estado de sitio será declarado por la mayoría absoluta del Congreso de los Diputados, a propuesta exclusiva del Gobierno. El Congreso determinará su ámbito territorial, duración y condiciones.

5. No podrá procederse a la disolución del Congreso mientras estén declarados algunos de los estados comprendidos en el presente artículo, quedando automáticamente convocadas las Cámaras si no estuvieren en período de sesiones. Su funcionamiento, así como el de los demás poderes constitucionales del Estado, no podrán interrumpirse durante la vigencia de estos estados.

Disuelto el Congreso o expirado su mandato, si se produjere alguna de las situaciones que dan lugar a cualquiera de dichos estados, las competencias del Congreso serán asumidas por su Diputación Permanente.

6. La declaración de los estados de alarma, de excepción y de sitio no modificarán el principio de responsabilidad del Gobierno y de sus agentes reconocidos en la Constitución y en las leyes.

2. El desarrollo de esa previsión constitucional se produjo por la Ley Orgánica 4/1981, de 1 de junio, de los estados de alarma, excepción y sitio.

<https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-1981-12774>

3. El 14 de marzo de 2020, el gobierno declaró el estado de alarma, que ha sido prorrogado por otros quince días (hasta el día 11 de abril)

<https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2020-3692>

Adjunto en pdf el Real Decreto 463/2020, de 14 de marzo, por el que se declara el estado de alarma para la gestión de la situación de crisis sanitaria ocasionada por el COVID-19.

Este Real Decreto ha sido ya convalidado por el Congreso y constituye la normativa central que ha permitido adoptar al gobierno las medidas excepcionales derivadas de esta crisis.

4. La consulta de todas las normas y disposiciones que, en materia de sanidad, económica, justicia, transportes...etc, ha sido adoptada por el gobierno como consecuencia del estado de alerta se pueden consultar en el Boletín Oficial del Estado (BOE) en cuyo sitio web hay una sección permanentemente actualizada.

<http://www.poderjudicial.es/cgpj/es/Servicios/Informacion-COVID-19/Informacion-General/>

II) Instrucciones adoptadas por el Consejo General del Poder Judicial

Transcribo continuación el resumen de las iniciativas adoptadas por la comisión permanente del Consejo General del Poder Judicial, de acuerdo con la información proporcionada hoy mismo por su Presidente (que, como sabes, es también Presidente del Tribunal Supremo :

<http://www.poderjudicial.es/cgpj/es/Poder-Judicial/Consejo-General-del-Poder-Judicial/En-Portada/El-presidente-de-TS-y-del-CGPJ-da-cuenta-al-Pleno-de-la-gestion-del-organo-de-gobierno-de-los-jueces-en-relacion-con-la-pandemia-de-COVID-19>

“El presidente del Tribunal Supremo y del Consejo General del Poder Judicial, Carlos Lesmes, ha dado cuenta hoy al Pleno del órgano de gobierno de los jueces de la gestión de la institución en relación con la pandemia de coronavirus COVID-19. El Pleno se ha realizado de forma telemática, con el presidente en la sede del CGPJ y los vocales conectados por videoconferencia.

Lesmes ha comenzado su intervención recordando que la actuación del Consejo ha tenido como objetivos fundamentales garantizar el funcionamiento de los servicios esenciales en la Administración de Justicia, más necesarios que nunca en una situación de estado de alarma; y atender a los miembros de la Carrera Judicial y garantizar en la medida de lo posible la protección de su salud, teniendo en cuenta las prioridades fijadas en cada momento por las autoridades sanitarias.

El presidente del Poder Judicial ha añadido que cada una de las medidas aprobadas por la Comisión Permanente lo ha sido en función de la evolución de la crisis y de las decisiones adoptadas por las autoridades gubernativas y sanitarias, procurando una respuesta rápida para adaptarse a los cambios de escenario, pero actuando siempre dentro del marco establecido por las autoridades competentes. En este sentido, ha destacado la “máxima colaboración y cooperación” con el resto de las instituciones con competencias en el ámbito de la Justicia (Ministerio de Justicia, Comunidades Autónomas y Fiscalía General del Estado).

Centralización de actuaciones en el CGPJ

En su condición de máximo órgano de gobierno del Poder Judicial, el CGPJ ha centralizado las actuaciones para asegurar una respuesta uniforme ante la crisis, evitando la disparidad de criterios. La Comisión Permanente se reúne diariamente para analizar las incidencias producidas en la actividad judicial, realizar el control de legalidad de las decisiones de los Tribunales Superiores de Justicia y del resto de los órganos judiciales, resolver dudas o unificar criterios sobre la aplicación de los servicios esenciales y fijar la posición del Consejo cuando resulta necesario ante la actuación de otras instancias.

Además, se ha creado una estructura organizativa específica que facilita el flujo de la información y la coordinación de actuaciones, mediante la constitución en el CGPJ de una Comisión de Coordinación y Seguimiento integrada por los órganos técnicos y, tanto en la Audiencia Nacional como en los Tribunales Superiores de Justicia, de las Comisiones mixtas de Seguimiento en las que, además del órgano judicial, participan la Fiscalía, la Administración prestacional correspondiente y la autoridad sanitaria.

También se ha habilitado una cuenta de correo electrónico única y específica para la recepción de toda la información relacionada con la crisis sanitaria y otra para la comunicación de las situaciones de positivos y/o aislamiento por posible contagio por coronavirus COVID-19 de miembros de la Carrera Judicial.

Transparencia y difusión de la información

En aplicación de la política de transparencia que es seña de identidad del CGPJ y con el objetivo de dar a conocer sus decisiones a un público lo más amplio posible, la Oficina de Comunicación ha difundido a los medios desde el inicio de la crisis una veintena de notas de prensa dando cuenta de los acuerdos más relevantes aprobados por la Comisión Permanente.

Además, se ha creado en la página web un servicio específico de información sobre el COVID-19 donde pueden consultarse las disposiciones generales dictadas por el Gobierno, los acuerdos de la Comisión Permanente o las resoluciones del Ministerio de Justicia y la Fiscalía General del Estado, además de las guías y protocolos elaborados en relación con la pandemia.

Por último, toda la información se difunde directamente a la ciudadanía, además de a través de la web, mediante las distintas cuentas del Poder Judicial en las redes sociales. Y, en el ámbito de la comunicación interna, también se han creado grupos de correo para el envío de la información a los Tribunales Superiores de Justicia, Comunidades Autónomas, operadores jurídicos, etc.

Las primeras decisiones, el 6 de febrero

El Consejo adoptó sus primeras decisiones el pasado 6 de febrero, solo unos días después de que la Organización Mundial de la Salud (OMS) declarara que el brote de 2019-nCoV constituía una Emergencia de Salud Pública de Importancia Internacional y cuando el único caso confirmado en España era el de un ciudadano alemán en la isla de La Gomera.

En esa fecha, la Comisión Permanente acordó la difusión inmediata entre los miembros de la Carrera Judicial, a través de la extranet de la web www.poderjudicial.es, del protocolo de actuación elaborado por el Ministerio de Sanidad.

Además, la Permanente aprobó en esa misma reunión una serie de medidas de coordinación con otras Administraciones, solicitando información sobre protocolos y/o controles establecidos tanto al Ministerio de Justicia y las Comunidades Autónomas con competencias transferidas como al Ministerio del Interior (en este caso, en relación con el traslado de detenidos a dependencias judiciales).

Asimismo, solicitó a las Administraciones prestacionales la intensificación de las condiciones de higiene y limpieza de las dependencias que acogen a los detenidos en las sedes judiciales, que se garantizaran adecuadas condiciones de ventilación/climatización en las sedes judiciales y que se pusiera a disposición de los miembros de la Carrera Judicial material de protección individual y colectiva.

Cronología de acuerdos de la Comisión Permanente

Inmediatamente después del fin de semana de los días 7 y 8 de marzo se produjo un evidente cambio de escenario, que llevó a las autoridades competentes a la adopción de las primeras medidas de gran impacto social para la contención de la epidemia, como la suspensión de la actividad docente presencial en determinados territorios, como la Comunidad de Madrid, o la aprobación de las primeras medidas excepcionales en el Consejo de Ministros del martes 10 de marzo.

Ese mismo día, la Comisión Permanente comenzó a trabajar en la elaboración de directrices específicas para garantizar la actividad judicial esencial y se convocó una primera reunión extraordinaria de este órgano para el día siguiente, 11 de marzo, asumiendo el CGPJ la responsabilidad de la coordinación con el resto de las Administraciones.

Algunos de los acuerdos más destacados aprobados desde esa fecha son los siguientes:

Miércoles, 11 de marzo

-Aprobación de las “Instrucciones del Consejo General del Poder Judicial relativas a la prestación del servicio público judicial ante la situación generada por el COVID-19”, que ya contemplaban dos escenarios, uno general para todo el territorio nacional (Escenario 1) y otro específico (Escenario 2) para los territorios afectados por medidas de contención especialmente intensas -Madrid, La Rioja, Vitoria...- que preveía la posibilidad de suspensión de actuaciones judiciales.

Viernes, 13 de marzo

-Extensión del Escenario 2 a todo el territorio nacional y diseño de un Escenario 3 -dirigido a garantizar la prestación de los servicios esenciales- ante el anuncio ese mismo día por parte del presidente del Gobierno de la declaración del estado de alarma al día siguiente. El Escenario 3 se aplica de manera inmediata al País Vasco, la Comunidad de Madrid y los partidos judiciales de Haro e Igualada.

-El CGPJ, en coordinación con el Ministerio de Justicia y la Fiscalía General del Estado, establece el catálogo de servicios esenciales en la Administración de Justicia durante la fase de contención de la pandemia y anuncia la posibilidad de extender el Escenario 3 a todo el territorio nacional en función del contenido concreto del Real Decreto que al día siguiente declare el estado de alarma.

Sábado, 14 de marzo

-A la vista de las medidas contenidas en el Real Decreto 463/2020, la Comisión Permanente acuerda la extensión del Escenario 3 a todo el territorio nacional, lo que implica la suspensión de actuaciones judiciales y plazos procesales en todo el país, garantizando los servicios esenciales de forma coordinada con el Ministerio de Justicia y la Fiscalía General del Estado.

Lunes, 16 de marzo

-La Comisión Permanente aprueba una nueva instrucción que desarrolla la dictada el día 14, precisando el alcance y aplicación de los servicios esenciales y dejando sin efecto los permisos y licencias concedidos a jueces/zas y magistrados/as cuando su disfrute impida o dificulte la prestación de estos.

-La Comisión Permanente mantiene una reunión con el presidente del Tribunal Superior de Justicia de Madrid, Celso Rodríguez Padrón, para analizar la situación de los órganos judiciales en el territorio más afectado por la pandemia.

Miércoles, 18 de marzo

-La Comisión Permanente adopta distintos acuerdos en relación con la presentación de escritos únicamente a través de sistemas telemáticos (LexNET o equivalentes), la extensión de la suspensión de plazos procesales a los que rigen para la presentación de la solicitud de concurso o la precisión de los servicios esenciales para los Juzgados de Violencia sobre la Mujer a fin de atender el servicio de guardia en esta materia.

-A fin de equiparar a los miembros de la Carrera Judicial con el personal encuadrado en los Regímenes Especiales de Funcionarios Públicos a los efectos de consideración excepcional como situación asimilada a accidente de trabajo de los periodos de aislamiento o contagio por el coronavirus COVID-19, la Comisión Permanente aprueba un modelo de comunicación que habrá de remitirse a la Sección de Prevención de Riesgos Laborales mediante un correo electrónico habilitado al efecto.

Jueves, 19 de marzo

-La Comisión Permanente incluye entre los servicios esenciales en el orden jurisdiccional social los procesos relativos a los derechos de adaptación del horario y reducción de jornada.

-Se emite un comunicado sobre la prestación de los servicios esenciales, exigiendo a las Administraciones con competencias en materia de Justicia y a todos sus servidores públicos que se abstengan de adoptar medidas que impidan su cumplimiento.

Viernes, 20 de marzo

-La Comisión Permanente adopta varios acuerdos en relación con el régimen de custodia, visitas y estancias acordado en los procedimientos de familia; las inscripciones de nacimiento en el Registro Civil; la posibilidad de reforzar los turnos de servicios esenciales en los partidos judiciales pequeños con jueces de otros más grandes; o la suspensión de las comparecencias periódicas de personas investigadas en causas penales.

-Se aprueba una Guía de actuación para órganos gubernativos del Poder Judicial en caso de positivo por coronavirus del personal judicial o personas que hayan estado en dependencias judiciales.

-Se emite un comunicado en relación con la Orden SND/261/2020, de 19 de marzo, sobre coordinación de la actividad profesional de los cuerpos de funcionarios del Libro VI de la LOPJ, al objeto de responder a la confusión generada y aclarar que tal disposición no interfiere en las competencias del CGPJ como órgano de gobierno de jueces y magistrados.

Lunes, 23 de marzo

-La Comisión Permanente aprueba un nuevo protocolo de medidas preventivas y recomendaciones elaborado por el Servicio de Prevención de Riesgos y reitera a las Administraciones prestacionales la necesidad de implementar las medidas contenidas en él para preservar la seguridad y salud de los servidores de la Administración de Justicia y de sus usuarios y destinatarios.

-La Comisión Permanente encomienda a las Comisiones de Seguimiento constituidas en los Tribunales Superiores de Justicia el ajuste de las necesidades de personal con obligación presencial en los Juzgados y Tribunales.

Miércoles, 25 de marzo

-La Comisión Permanente del Consejo General del Poder Judicial dispone que el horario de dedicación de los Jueces Encargados del Registro Civil Único de Madrid abarque todos los días de la semana, en horario de mañana y tarde, para atender sin demora y con carácter preferente el despacho de las licencias de enterramiento que resulten presentadas a trámite.”

La consulta de estas instrucciones del Consejo General del Poder Judicial se puede realizar a través de la misma web en la que encontrarás toda la información relativa a Guías y Protocolos, Acuerdos de la Comisión Permanente, Información Ministerio de Justicia y Fiscalía General del Estado, Información Ministerio de Sanidad, Comisiones de seguimiento en los distintos tribunales territoriales:

<http://www.poderjudicial.es/cgpj/es/Servicios/Informacion-COVID-19/Informacion-General/>

III) Resoluciones adoptadas por la Sala Tercera del Tribunal Supremo

Adjunto en pdf. el Auto de 25 de marzo de 2020 del Tribunal Supremo que rechaza adoptar la medida cautelar (cautelarísima, es decir, sin audiencia previa ” inaudita pars”) solicitada por la Confederación Estatal de Sindicatos Médicos para obligar al Ministerio de Sanidad a proveer en 24 horas medidas de protección a todos los centros sanitarios

<http://www.poderjudicial.es/cgpj/es/Poder-Judicial/Tribunal-Supremo/Noticias-Judiciales/El-Tribunal-Supremo-desestima-la-medida-cautelarissima-solicitada-por-la-Confederacion-Estatal-de-Sindicatos-Medicos-para-instar-a-Sanidad-a-proveer-en-24-horas-de-medidas-de-proteccion-a-todos-los-centros-sanitarios>